



Concertation sur le dialogue social : Une ouverture pleine de paradoxes !

La première réunion du chantier « dialogue social » dans la fonction publique s'est tenue lundi 9 avril 2018. A ce stade, cette concertation sur le dialogue social débute sans réel dialogue alors même que l'objet est de l'améliorer !

Mais ce n'est pas le seul paradoxe, **il s'agit d'avancer sans connaître ni le cap, ni les modalités**, alors que trop de sujets sont ouverts en même temps dans l'agenda social, tout en se penchant sur les conditions de réussite du dialogue social.

Les propos affichés par le gouvernement sont **en contradiction avec les intérêts des agents publics** et avec leur garantie d'équité de traitement. L'UNSA ne souhaite pas que des agents soient isolés, en face à face avec leur employeur, ni voir un amoindrissement de la possibilité de faire vivre des droits collectifs et individuels.

L'UNSA défend au contraire l'importance des **instances consultatives des personnels CT, CAP, CCP et CHSCT** qui permettent d'améliorer le fonctionnement des services publics, de veiller à ce que tous les agents puissent avoir des conditions de travail décentes et protectrices de leur santé et de leur sécurité, que la gestion des personnels ne se résume pas à une suite de décisions arbitraires au profit de quelques-uns.

« Alors que la prochaine réunion est prévue dans un mois et que le gouvernement annonce une concertation d'un an, l'UNSA demande, instamment, au gouvernement d'ouvrir une réelle concertation à partir d'un diagnostic partagé et sans escamoter les intérêts des agents. »

UNSA Police, autonome & apolitique

